

Plate-forme Pour une alternative démocratique, écologique et solidaire

Après avoir signé un accord d'entente pour les élections départementales de mars 2015, le Front de Gauche Savoie s'engage à travers cette campagne à :

- Mobiliser contre toutes les politiques austéritaires du Département au national.
- Contribuer à lutter contre le désarroi qui frappe, les couches les plus populaires visible par l'abstention massive aux élections, la faible participation aux manifestations, la sensibilisation aux thèmes du Front National.
- Et de faire progresser un rassemblement avec les citoyens, pour une VIème république et une transformation sociale et écologique de la société.

En acceptant le pacte budgétaire fixé par Merckel-Sarkozy, en refusant de le renégocier et de s'attaquer aux banques et à la finance, Hollande bafoue non seulement ses promesses électorales, mais nous mène à la catastrophe.

En faisant allégeance aux thèses libérales de l'Europe et du Medef, Hollande poursuit le démantèlement des protections sociales, renonce aux mesures écologiques et entraîne une baisse des investissements publics et sociaux, qui a des répercussions néfastes sur l'activité, l'emploi, la cohésion sociale et l'écologie.

.A mi-mandat, malgré son échec patent dans tous les domaines économiques et sociaux, Hollande avec son comparse Valls, persiste pour raboter les droits des travailleurs, augmenter les prélèvements fiscaux et favoriser le patronat.

Cette politique désespère les travailleurs et les citoyens, fait progresser les inégalités, détruit les solidarités, désagrège la démocratie.

Elle provoque le rejet de la politique, l'abstention massive et favorise la montée du Front National, qui n'en espérait pas tant.

Paradoxe, celui-ci, dans les villes qu'il administre, ne crée pas d'emplois, n'offre que des mesurette sécuritaires, s'attaque aux services sociaux et aux associations Les progrès électoraux du FN ne se sont jamais traduits par une amélioration de la condition des salariés, mais au contraire par plus de pauvreté, plus de concurrence entre pauvres et moins pauvres, français et immigrés, retour du fantasme du chef, sans remettre en cause la domination du capitalisme, comme reconnaît Marine Le Pen, dans sa déclaration au Dauphiné Libéré du 28/11/2014 : *"nous nous sommes toujours prononcés pour la société de marché, quand elle était menacée par le socialo-communisme"* .

Seule, une autre politique alternative au libéralisme peut nous permettre de nous en sortir, avec la participation des citoyens, avec l'élargissement aux autres forces qui rejettent les mesures austéritaires pour préparer un projet novateur.

L'enjeu de ces élections Départementales n'est pas seulement local, par la représentation de chaque canton au Conseil Général, il est aussi de condamner la politique d'austérité du sommet de l'Etat jusqu'au Département qui fragilise les plus défavorisés.

Le Conseil Général de la Savoie gère la solidarité avec les personnes âgées et celles qui sont en situation de handicap, entretient les routes et les collèges, et aide les communes. Mais la droite qui le dirige avec le renfort du Parti Socialiste depuis 2012, travaille à créer les conditions de privatisations à venir

- en favorisant la rentabilité : augmentations de tarifs : eau, restaurants scolaires, regroupement de services ou d'associations pour atteindre un seuil de rentabilité possible
- en diminuant les aides aux services publics dans les secteurs où ils sont concurrencés par le privé : eau, logement social
- en privatisant totalement (Régie des transports, laboratoire de contrôle de l'eau) ou partiellement : (Société des trois vallées),

Sous l'impulsion d'Hervé Gaymard et la pression des gouvernements Sarkozy et Hollande, il fait des choix d'austérité plus marqués. Il a donc réduit les services au public et les aides aux communes, et bloqué les salaires des personnels. Il envisage d'aggraver cette politique jusqu'en 2017. Ce sont ces choix qu'Hervé Gaymard veut masquer en partant en campagne au moment du renouvellement des conseillers départementaux, pour une fusion avec la Haute Savoie, qui se nommait elle-même « the french Geneva county »

Le plan numérique, qui aurait dû être la responsabilité de l'Etat, et que les candidats de droite vont nous vendre pour ces élections, d'un coût de 5 millions par an pendant 10 ans, se fera au détriment de ces services publics, alors que les particuliers ne seront desservis qu'avec un effort financier des communes.

Les deux élus Front de Gauche au Conseil Général ont été les seuls à s'opposer à ces évolutions. Il faut élargir l'influence du front de Gauche pour les arrêter.

CONTRE LA REFORME TERRITORIALE QUI REMET EN CAUSE L'EGALITE ET LA SOLIDARITE NATIONALE.

Les savoyards vont élire pour la première fois deux conseillers départementaux (ex généraux) pour plusieurs cantons : la réforme territoriale est déjà à l'œuvre. Les communes ont aussi été obligées de se regrouper et la région Rhône Alpes a absorbé l'Auvergne. Les citoyens n'ont jamais été consultés, et ce n'est pas fini ! L'objectif est de supprimer les communes et les départements, justement les structures nées avec la Révolution, et les seules que nous élisons. Ils veulent réorganiser la France pour satisfaire les investisseurs, qui ont besoin de territoires qui se font concurrence pour les exploiter davantage, de politiques uniformes et contrôlées, et de marchés rentables, donc plus grands.

Nous, nous sommes attachés aux communes et aux départements pour des raisons inverses : l'histoire, leur efficacité dans la solidarité intercommunale, la nécessité de la démocratie et l'inhumanité d'une société dirigée par la concurrence généralisée. Il faut garder les départements, et leur garder le droit de s'occuper de tout ce qui touche leurs électeurs, qui s'appelle dans le jargon législatif la clause de politique générale, inscrite dans la constitution.

Pour cela, il faut combattre les choix gouvernementaux comme ceux d'Hervé Gaymard, qui flatte dangereusement une prétendue « identité savoyarde » pour faire la même chose au fond tout en multipliant par deux la dimension déjà trop grande des cantons actuels. Il faut également combattre le projet de traité de « Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement » (TAFTA en anglais) qui donnerait la possibilité aux groupes multinationaux d'imposer leur intérêt aux communes et aux départements.

Il faut une autre réforme :

L' AUGMENTATION DES DOTATIONS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES.

Rien que pour la politique sociale, l'Etat doit 140 millions d'€ au département du fait des charges imposées et non compensées. Les prélèvements qu'il compte faire d'ici 2017

devraient diminuer la dotation de 36 millions supplémentaires sur un budget de 500 millions par an, dont les marges de manœuvres sont déjà réduites par la hausse des prestations sociales et la réduction des recettes fiscales. Cela conduira l'assemblée départementale à devoir choisir entre les services sociaux et les investissements, pourtant tous deux indispensables pour les savoyards, alors que les services publics départementaux ont déjà été largement attaqués ces dernières années.

Des alternatives existent au niveau national, et nos élus s'engageront à les défendre :

- s'attaquer aux 50 Milliards€ d'évasion fiscale.
- récupérer les généreux cadeaux fiscaux aux grands entreprises (exonérations diverses, niches fiscales, subventions publiques, CICE) qui n'ont pas réduit le chômage, ni réduit le nombre de pauvres, ni augmenté les salaires.
- exiger une réforme nationale et globale de la fiscalité, qui redonne aux départements la possibilité de décider de ses recettes.

Un succès du Front de gauche aux élections départementales engagerait un processus de pression politique sur l'Etat pour qu'il arrête ses prélèvements sur les collectivités locales.

Il permettrait également de dire notre refus des solutions adoptées par l'UMP, la diminution des prestations au public et aux communes, En dernier ressort, s'il le faut pour maintenir ces aides tout en investissant, il est possible d'augmenter les impôts fonciers –les seuls à la disposition du département-. Le Taux en Savoie de 11,03% est en effet l'un des plus bas de France (97^{ème} rang). Une hausse du taux de 1% touche peu les propriétaires moyens (moins de 5€ par an), pas du tout les locataires et les propriétaires exonérés, alors qu'une hausse des tarifs des transports scolaires, ou de l'eau par exemple, touche même les plus pauvres.

UN DEVELOPPEMENT DEMOCRATIQUE DE NOS INSTITUTIONS.

Trop d'exemples récents démontrent que l'on ne demande plus, et que l'on ne prend plus en compte lorsqu'il est exprimé, l'avis des citoyens. Beaucoup trop d'élus ne tiennent pas leurs promesses. Beaucoup trop de conseillers généraux de Savoie n'informent jamais leurs électeurs des débats politiques et des enjeux du département.

Il faut changer d'attitude et aller vers la création d'une VIème République sociale et citoyenne!
Nous proposons :

- l'élection des conseils départementaux à la proportionnelle : parce que la gestion du département relève du débat politique, et non d'un marchandage entre les représentants des territoires. C'est aussi la meilleure manière également de répondre aux besoins de parité et de renouvellement. Nous sommes attachés à la représentation des territoires, d'ailleurs malmenée par les nouveaux découpages, mais sous d'autres formes : par exemple un des collèges du conseil économique social et environnemental.
- la mise en place d'un Conseil Départemental et de conseils cantonaux Economique, Social, Environnemental et Citoyen, dont un nombre de citoyens seraient désignés par tirage au sort (à l'exemple des jurés dans les tribunaux de cour d'assise).
- Des publications départementales plus au service des citoyens : les informant de leurs droits, des problèmes auxquels le département est confronté et des divers points de vue exprimés pour les résoudre.

- La création, pour chaque service public départemental, d'une instance de concertation entre les élus, les usagers et les personnels. (routes, transports scolaires...)
- Le retour à des aides directes aux communes sans passer par des intermédiaires, pour assurer plus aisément leur défense (eau, équipements sportifs et culturels, écoles). Toute décentralisation de l'action du département devrait être conditionnée à un état des lieux de chaque territoire en matière d'équipement, et à l'avis d'instances de concertation pluralistes
- La création d'un système d'initiative citoyenne pour examiner des questions sociales, économiques et environnementales
- Refuser les projets qui ne répondent pas à l'intérêt général et sont écologiquement nuisibles et exiger le recours au référendum quand un projet local est contesté.

AUX COTES DES CITOYENS, NOS ELUS S'ENGAGERONT POUR :

1. Développer des Services Publics

Le Département est le meilleur point d'appui pour :

- Favoriser le maintien et le développement des services publics existants :(éducation, hôpitaux de proximité et résidences pour personnes âgées ou en situation de handicap, petite enfance,équipements sportif et culturel, régie publique des eaux et déchets, services sociaux)
- Refuser la privatisation rampante qui détruit l'emploi, notamment celle des barrages hydroélectriques ou les Partenariats publics privés qui alourdissent la dette du Département pour de longues années au profit des grandes entreprises
- Refuser les délégations de Services Publics aux profits de groupes financiers ou industriels (*un audit sera effectué concernant l'intérêt du retour en régie publique des actuelles délégations*)
- Créer de nouveaux services publics départementaux, après négociation avec les communes et les associations : régie des transports (en lien avec la Région), et dépendance des personnes âgées,
- Coordonner toutes les politiques de transports. Actuellement la SNCF et la Région pour les TER, les agglomérations pour les bus urbains, le département pour l'aéroport et les bus interurbain conduisent une politique indépendante. Celle du département et de la SNCF priorise le tourisme à la neige. Beaucoup de Savoyards utilisent leur automobile parce c'est le plus commode. La lutte contre les gaz à effets de serre et les gaspillages nécessiterait la mise en place d'actions coordonnées, complémentaires et partagées par les citoyens. Nous proposons que le département soit à l'origine de ces rapprochements.
- lutter contre la désertification de certains de nos territoires (particulièrement de montagne).

Le Département doit également :

- Assurer la présence médicale en secteur rural et urbain au plus près des populations L'inégalité devant la santé est insupportable. Pour permettre son accès à tous, il faut, en lien avec la région qui est en charge du dossier, et l'Agence Régionale de Santé qui dirige les hôpitaux, déployer tous les moyens à notre disposition : emplacement des hôpitaux et EPHAD, SSIAD, maisons médicales, centres de santé si nécessaire,
- lutter contre la stigmatisation des personnes et pour cela, mettre en place un conseil éthique sur ses questions (composé de travailleurs sociaux, d'élu-e-s, de responsables associatifs et syndicaux... et de bénéficiaires du RSA tirés au sort).
- Abandonner les tergiversations observées ces dernières années pour rénover les collèges. Sa politique doit favoriser la mixité sociale et la scolarisation près du domicile, réduire les inégalités territoriales, en développant et entretenant les nouvelles technologies. *La formation, les conditions de travail et les carrières des personnels exerçant dans les collèges doivent être suivies avec attention.*
- Aider les collectivités locales pour le maintien, les rénovations et la modernisation des écoles élémentaires et maternelles, particulièrement les écoles rurales, alors que cette aide est en voie de disparition. (médiathèques scolaires, équipements informatiques, garderies périscolaires ...)
- Rétablir la gratuité des transports scolaires immédiatement
- Destiner les fonds publics, notamment aux établissements d'enseignement, dans le strict respect de la laïcité.

Les hausses de salaires pour tous sont une nécessité. Pour tous les fonctionnaires, cela dépend de l'Etat, mais il faut quand même avoir une politique exemplaire avec ses personnels : masse salariale, résorption de la précarité, reconnaissance des saisonniers qu'il emploie, création de nouveaux métiers au service du public...

2. Soutenir l'Emploi et l'activité économique

Le Conseil départemental a peu d'intervention dans le domaine de l'industrie. Il intervient par contre dans le tourisme et dans l'agriculture. Il est confronté, comme partout, à la fuite de l'emploi industriel, donc sollicité pour créer de nouvelles solutions.

Elles sont principalement nationales et européennes, ce qui n'interdit pas de chercher des réponses locales. Voici ce que nous proposons :

- a) Réfléchir, en lien avec les communes et le Conseil Economique, Social, Environnemental et Citoyen, à un plan départemental cohérent de développement et d'aménagement des zones d'activités économiques et commerciales afin d'éviter les dépenses inutiles, de lutter contre les fermetures d'entreprises et les suppressions d'emplois.
- b) Faire la clarté sur l'attribution du CICE et sur son utilisation. En tenir compte dans l'attribution des subventions économiques du département. Exiger l'avis des salariés de l'entreprise et du conseil économique social et environnemental pour toute demande d'aide et pour un rapport d'exécution à l'issue de la convention.

- c) Soutenir les travailleurs menacés de perte d'emploi, en cherchant la relance de l'activité de leur entreprise, en favorisant notamment la création des Sociétés Coopératives de Production par les travailleurs. A cet effet, le conseil général devrait mettre en place en lien avec la Région un service d'aide et de formation des salariés pour réfléchir sur leur outil de travail et gérer l'entreprise, intervenir financièrement sous forme de prêts ou garanties de prêts.
- d) Nous souhaitons poursuivre le travail entrepris dans l'agriculture en coordination avec les professionnels, développer les circuits courts et promouvoir l'agriculture biologique. L'introduction de produits issus de l'agriculture locale que nous proposons en 2011 a été expérimentée ans 3 collèges et 40 000€ aident les circuits courts. Il faut faire plus et mieux.
- e) Nous voulons enfin pour une diversification plus grande du tourisme : dans l'accès aux sports d'hiver, de catégories sociales qui en sont tenues à l'écart comme dans la valorisation d'un tourisme « doux », familial, dans la quasi-totalité de nos territoires. Nous proposons pour cela de l'investissement, mais aussi une politique de partenariat avec les autres départements et les Comités d'entreprises.
- f) Soutenir les initiatives favorisant la mise en place de monnaies locales

3. Favoriser le vivre ensemble

- a) Il est de bon ton de condamner l'individualisme. Le respect des individus et de ses aspirations est pourtant à nos yeux l'un des fondements de l'action politique.

Le vrai problème est celui du repli sur soi, générateur de peur de l'autre, de haine, et paralysant pour la collectivité. Comme toute évolution de la société, il peut se combattre, et les élus ont un levier important pour cela : l'aide aux communes et aux associations, véritables écoles du vivre ensemble en est le fondement pour le conseil départemental.

La substitution systématique des aides directes par des appels à projets, pour les unes et les autres, va à cet égard dans la mauvaise direction. En obligeant les unes et les autres à se conformer aux choix politique de la majorité du Conseil départemental, elle nie l'identité, souvent diverse, issue des citoyens de la commune ou des adhérents de l'association. Un peu plus de respect de la diversité est au contraire un gage de dynamisme de notre département.

- b) Aider le logement social, l'un des remparts contre la dégradation des conditions de vie. Le gouvernement UMP de Sarkozy, dont la philosophie n'a pas été modifiée, ne le conçoit plus que comme un lieu de passage confié principalement au privé. Les organismes HLM, dont les subventions diminuent, sont amenés à jouer les agences immobilières pour renflouer leur budget.

Là encore la solution est nationale, avec la création d'un service public décentralisé de l'habitat, mais c'est quand même le moment que choisit le conseil général pour considérer qu'il en a assez fait pour le logement social et

diminuer. Il faut reconsidérer la question, en concertation avec les élus locaux, les organismes HLM et les associations de locataires. Le respect des quotas de logements sociaux pour chaque territoire, La limitation du coût des loyers et des charges, la rénovation thermique des logements, doivent être au cœur de cette démarche

- c) Agir pour le développement durable. Si le département fait des efforts pour limiter les émissions de gaz à effet de serre par lui-même, les communes et les associations, ou pour diminuer les déchets dans les collèges, ou contrôler les usages de l'eau, ou encore traduire en Savoie les actions nationales (personnes handicapées), cela reste trop symbolique, surtout dans le domaine social. Les ravages sociaux et environnementaux liés à sa politique restent hélas souvent bien plus importants que les quelques améliorations notées, des politiques du département (*transports scolaires et des cantines, pas de véritable tarif social, politique de l'eau et du logement, regroupements de services ou d'associations, conformisme libéral devant les fermetures d'entreprises*).

Respecter communes et associations, engager de nouvelles formes d'aide au logement, développer les transports en commun au meilleur coût, créer des structures de concertation nous semble bien plus prometteurs pour le respect de l'environnement et de l'homme...

- d) La période d'éveil à la vie sociale, la jeunesse, doit être l'objet de l'attention bienveillante des aînés. Nous proposons d'y consacrer des états généraux de la jeunesse, pour étudier avec les jeunes les questions de l'emploi, des transports, des structures locales qui leur sont ouvertes et des associations qui les accompagnent (planning familial, maison des jeunes, missions jeunes...).
- e) Il n'y a pas de social sans culture : la culture devrait être une compétence obligatoire de toutes les collectivités et réduire les budgets culturels et sportifs de 20%, comme l'a fait le conseil général, c'est réduire l'investissement dans le social. Dans la mesure du possible imposé par les coupes sombres de l'Etat, il conviendrait de revoir cette décision et sans doute de cibler davantage les subventions avec un souci d'équité entre les territoires, de diversité et de partage des pratiques culturelles, d'intégration de toutes les catégories de population, et d'aide à l'implication de nos jeunes.
- f) Certaines associations jouent un rôle important pour le progrès de la société (*syndicats, planning familial, lutte contre la violence faite aux femmes, associations de locataires, associations de défense de l'environnement, aide aux entreprises, associations de malades...*): Elles devraient être davantage et également aidées et encouragées, notamment au travers du conseil départemental économique, social et environnemental.
